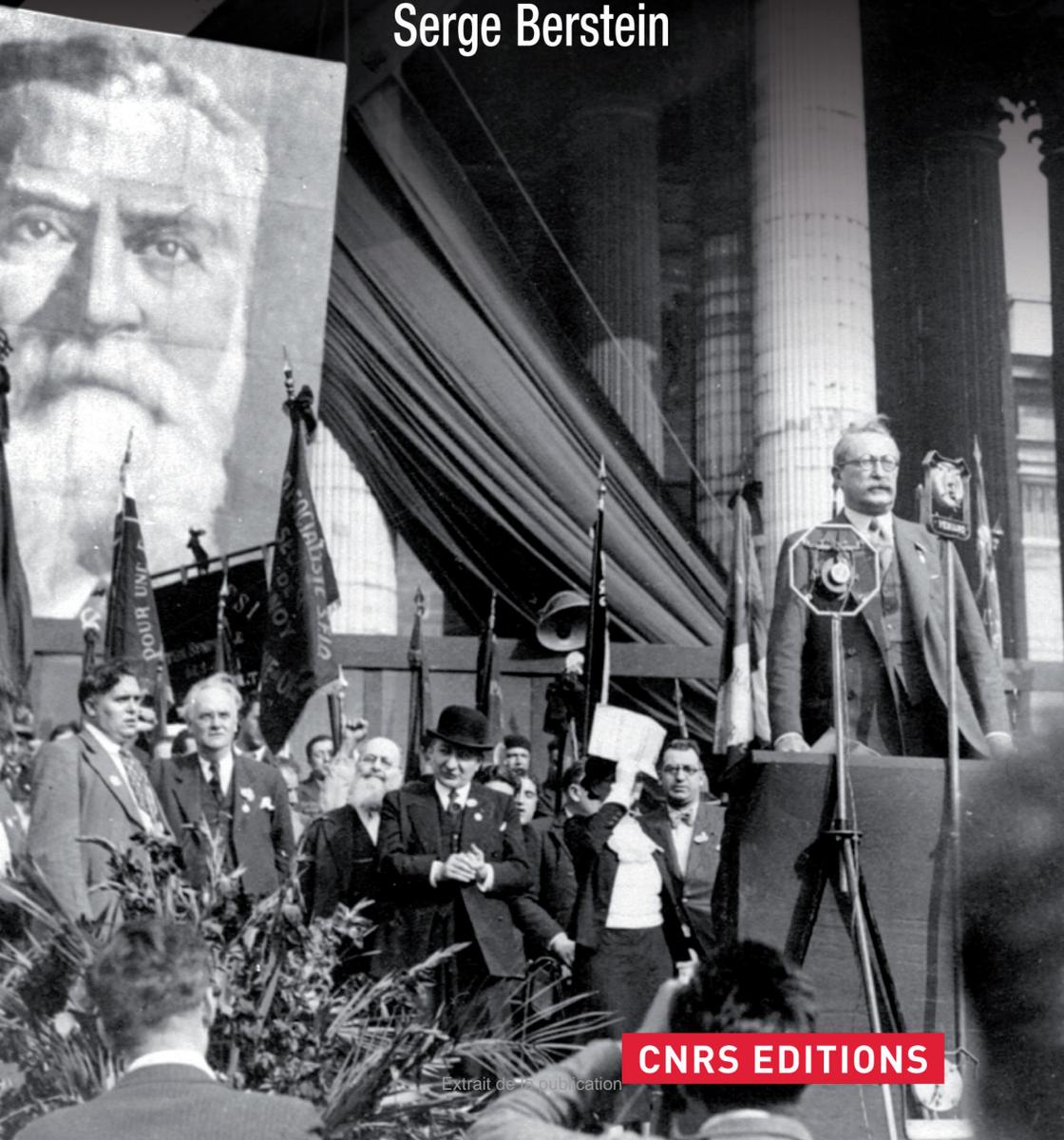


AUDE CHAMOUARD

UNE AUTRE HISTOIRE DU SOCIALISME

Préface de
Serge Berstein



CNRS EDITIONS

Extrait de la publication

Présentation de l'éditeur



L'élection de François Hollande a ouvert une nouvelle page de l'histoire institutionnelle française. Pour la première fois, la gauche contrôle à la fois le pouvoir national et les pouvoirs locaux, forte d'une large majorité dans la plupart des régions, grandes villes et départements. Conjonction exceptionnelle car, depuis l'émergence d'un socialisme démocratique organisé en France, rares ont été les moments où la gauche fut au pouvoir nationalement (1936, 1956, 1981). L'exercice du pouvoir local, à l'inverse, s'inscrit dans la durée d'un socialisme réalisateur. C'est au sein des communes et des villes françaises que les socialistes connaissent leur implantation la plus durable à partir des années 1900. Visant à améliorer les conditions d'existence de la classe ouvrière, ces politiques étaient menées au nom d'une forte idéologie socialiste, mais selon des méthodes pragmatiques.

La riche étude d'Aude Chamouard retrace cette histoire méconnue du socialisme français : celle du réformisme assumé et pratiqué par de nombreux élus dans leurs laboratoires communaux. De Marseille à Lens, de Toulouse à Strasbourg, de Lille à Paris, ces édiles se font maires constructeurs, en collaboration avec l'État central des années 1950, pour devenir dans les années 2000 de véritables entrepreneurs locaux. Et les maires socialistes des grandes villes sont aujourd'hui les premiers investisseurs nationaux autant que les animateurs de la démocratie locale.

Agrégée et docteur en histoire, Aude Chamouard, enseignante à Sciences Po, est spécialiste de l'histoire politique de la France au XX^e siècle.

Une autre histoire du socialisme
Les politiques à l'épreuve du terrain (1919-2010)

Aude Chamouard

Une autre histoire du socialisme
Les politiques à l'épreuve du terrain
(1919-2010)

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

Extrait de la publication

Préface

C'est une question fondamentale, posée de longue date par les historiens du politique, mais qui n'avait jamais obtenu de réponse convaincante que traite l'ouvrage d'Aude Chamouard : comment concilier l'appartenance à un parti qui considère que les socialistes ne sauraient participer à la gestion de la république bourgeoise sans trahir leur idéal révolutionnaire avec la présence à la tête d'un nombre croissant de mairies de personnalités socialistes qui gèrent au quotidien des municipalités dans un cadre socio-économique qui est celui du capitalisme libéral ? La réponse mise en avant par les historiens du socialisme pour résoudre la contradiction est celle de la synthèse jaussienne qui tente de concilier réforme et révolution, mais apparaît comme une formule rhétorique utile dans les congrès, sans action sur les réalités. Dans ces conditions, on peut s'étonner que, si les chercheurs ont fréquemment abordé la question du socialisme municipal de manière indirecte, aucun d'entre eux ne se soit vraiment attaqué au sujet. Il est vrai que l'entreprise était malaisée, les sources dispersées, la variété des cas importante et qu'apporter sur ce point une pierre solide à la connaissance historique supposait un solide esprit de synthèse. Or Aude Chamouard a résolu cette quadrature du cercle de façon magistrale, ce dont il faut la féliciter, par la mise au point d'une méthodologie convaincante, la consultation d'une quantité considérable de sources primaires confrontées à une large bibliographie, un esprit critique jamais pris en défaut. Tout ceci contribue à assurer la fiabilité des conclusions du livre sur lesquelles il importe de réfléchir, d'autant plus qu'au-delà du cas du Parti socialiste, elles concernent au sens large la vie politique dans les années de l'entre-deux-guerres.

En premier lieu, l'ouvrage d'Aude Chamouard pose dans sa première partie la question de la double contrainte, administrative et partisane, pesant sur les mairies socialistes. Pour ce qui concerne la contrainte partisane, elle se réfère à la méfiance structurelle envers les élus qui, dépendant du suffrage universel, apparaissent, aux yeux des militants et des instances socialistes nationales, comme suspects de collaboration de classe et, de ce fait, sont soumis à la surveillance théorique des sections et des fédérations. Or Aude Chamouard montre que, dans la réalité, c'est la

puissance des élus qui prévaut, l'audience qu'ils tirent du suffrage universel étant telle que les instances partisans ne sont guère en mesure de contester les notables qu'ils sont devenus et dont le maillage constitue la principale force du socialisme dans les années concernées.

Il résulte de ce paradoxe une des nombreuses contradictions qui marquent le socialisme français dans l'entre-deux-guerres, celle qui résulte de la juxtaposition des discours musclés et révolutionnaires des congrès avec la pratique réformiste au niveau municipal. Or cette contradiction identitaire n'est jamais résolue, les instances nationales comme les élus se gardant bien de poser le problème et de faire disparaître l'ambiguïté. Grâce à quoi cette dernière est devenue un élément structurant du socialisme français et ne provoque aucune scission, l'unité du parti étant considérée comme un dogme indiscutable. On peut d'ailleurs remarquer que la scission de 1933 ne s'opère pas autour d'elle mais autour de deux questions qui brisent le silence autour de cette contradiction assumée, la révision doctrinale du marxisme et la participation gouvernementale, double défi à la direction de la SFIO. Au demeurant, l'ambiguïté reste entière une fois opérées l'exclusion ou la démission des contestataires.

La gestion municipale des maires socialistes peut-elle, du moins, être considérée comme préparant l'avènement du socialisme? Aude Chamouard constate surtout que ces maires investisseurs, actifs, réalisateurs mettent en œuvre des politiques sociales (et non spécifiquement socialistes) qui s'inscrivent dans un ensemble plus vaste, tenant compte des intérêts de toute la population. Si le monde ouvrier ou les pauvres ne sont pas oubliés, il y a bien arbitrage entre les divers groupes sociaux, l'urbanisme, les subventions, la construction d'écoles, de stades, de piscines, de bibliothèques concernant toute la population. Et les éléments manquent pour affirmer qu'il y a là spécificité socialiste, la gestion de Lyon par Edouard Herriot, ne paraissant pas, par exemple, présenter de grandes différences avec celle des villes étudiées.

Dans la troisième partie de l'ouvrage, Aude Chamouard montre que la pérennité de l'implantation socialiste dans les villes concernées repose en grande partie sur l'implantation des élus dans la société globale, à travers leur présence dans toute une série d'associations et d'organisations proches des partis de gauche : syndicats, loges maçonniques, sections de la Ligue des Droits de l'Homme ou de la Ligue de l'Enseignement, associations laïques, groupements culturels, sociétés sportives... Or si l'appartenance aux syndicats est bien une spécificité socialiste, les autres types d'organisation sont communs à toutes les forces républicaines et apparaissent comme une nébuleuse proto-partisane qui a servi de creuset, avant même la naissance des partis politiques, aux opportunistes, aux progressistes, aux radicaux.

À la différence de la contre-société communiste, c'est donc bien la société républicaine qu'investissent les socialistes dans l'entre-deux-guerres et Aude Chamouard discerne là une raison de leur pérennité, comme de la nécessité où ils se trouvent pour la maintenir, de chausser les bottes du réformisme républicain. À travers les quatre villes symboliques de la diversité sociologique de l'implantation socialiste retenues dans son échantillon, c'est bien une assimilation progressive à la société française dans sa version de progressisme graduel que met en évidence l'ouvrage d'Aude Chamouard.

Dès lors se pose la question de savoir jusqu'à quel point ces élus locaux fortement implantés peuvent assumer la contradiction entre la gestion réformiste modérée qu'ils mettent en œuvre dans les municipalités et la radicalité des motions de congrès qui affirment le caractère révolutionnaire de la SFIO et jettent l'anathème sur la participation à un gouvernement « bourgeois ». On ne peut qu'approuver la démonstration d'Aude Chamouard qui voit dans l'activité gestionnaire des maires un acheminement à la participation des socialistes au gouvernement. Or cet enchaînement est aisément confirmé par bien d'autres circonstances dans ces années de l'entre-deux-guerres, en particulier par la réflexion de Léon Blum sur le rapport des socialistes au pouvoir. Le problème sous-jacent consiste à savoir si des élus qui s'inscrivent dans le régime et la culture de la République peuvent participer à des assemblées délibératives auxquelles le suffrage universel les a délégués en demeurant passifs ou en se cantonnant dans une opposition systématique. À la différence des communistes qui ont adopté cette attitude, les socialistes ont considéré dès 1919, au niveau du Parlement, qu'il convenait au moins d'opposer des contre-projets aux projets de loi qu'ils combattaient. Et, en dépit des interdits du parti, il y avait là un premier pas vers l'exercice du pouvoir.

Au total, l'ouvrage d'Aude Chamouard, par sa rigueur méthodologique, son ambition heuristique et l'impeccable démonstration de la problématique posée constitue, on l'aura compris, une référence fondamentale pour l'histoire politique de la période considérée. Après sa lecture, on peut affirmer que la participation socialiste à la gestion des mairies dans l'entre-deux-guerres apparaît bien comme une forme d'acculturation à l'exercice d'un pouvoir gouvernemental à visée sociale dans une société de capitalisme libéral. Avec ce beau livre, Aude Chamouard s'affirme comme une historienne confirmée par l'ampleur de sa recherche, la rigueur de ses analyses et ses qualités de raisonnement et d'exposition.

Serge Berstein
Professeur émérite des Universités à Sciences Po

« Ah! ce serait trop commode d'être maire socialiste devant le monde, si on n'était pas obligé en même temps de compter avec toutes ces responsabilités! Mais c'est parce que la tâche est lourde, c'est parce qu'on est tout ensemble une fraction de prolétariat conquérant et une fraction de l'État bourgeois. »

Jean Jaurès, *Discours de Lille*, 1900

Introduction

L'élection de François Hollande, le 6 mai 2012, semble ouvrir une page nouvelle de l'histoire du socialisme français et de la Cinquième République. N'est-il pas, après François Mitterrand, le second socialiste seulement à accéder au pouvoir suprême? En réalité, la rupture que revendique François Hollande est l'aboutissement d'un phénomène autrement marquant: l'hégémonie du Parti socialiste sur le système politique français, matérialisée par la possession de 21 des 22 régions, de 58 des 95 départements métropolitains, et de 25 des 36 villes de plus de 100 000 habitants. Une situation qui en fait aujourd'hui le parti du pouvoir, alors qu'il a d'abord été, de sa fondation en 1905 à sa refondation en 1971, un parti contre le pouvoir, d'opposition, exception faite de quelques rares épisodes, incarnés par Léon Blum, Guy Mollet et Lionel Jospin. Les «années Mitterrand» ont certes démontré la possibilité d'un exercice socialiste du pouvoir, mais obscurci par le tournant de la rigueur, et par les défaites lors des législatives de 1986 et 1993. C'est donc en devenant, à partir des années 2000, le parti des collectivités territoriales, que le PS s'est préparé à devenir, en 2012, le parti de gouvernement, surmontant ainsi la contradiction originelle, selon Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, entre son identité révolutionnaire et sa nature démocratique.

Faute d'avouer pendant longtemps sa vocation réformiste, le socialisme français s'est le plus souvent défini par une mystique de la «rupture», au nom des valeurs révolutionnaires qui l'ont fondé. Cette mystique est toujours plus ou moins d'actualité, notamment dans l'ordre discursif. Comme le déclarait Jean-Marc Ayrault, actuel Premier ministre, dans un entretien accordé en 2002: «[ce] mal est profond parce qu'il est ancien. Il trouve sa source, en 1983, quand nous avons habillé du nom de parenthèse ce qui était en fait un tournant fondamental de notre stratégie, et pas simplement sur le plan économique. Nous avons changé sans le dire. Du coup, nous avons eu du mal à faire

une vraie pédagogie du changement. Il a manqué au PS son Bad Godesberg»¹.

Cette histoire de la doctrine, des courants et des contradictions socialistes est bien connue². Jacques Julliard pouvait ainsi constater, en 1974: «Alors que le moindre agitateur trouve son historien et qu'on se dispute le droit d'étudier la plus petite feuille anarchiste, des pans entiers du mouvement socialiste français restent dans l'ombre, en raison de leur orientation modérée ou réformiste... Tout se passe comme si les chercheurs ne leur pardonnaient pas de leur gâter la classe ouvrière»³. C'est donc à une «autre» histoire du socialisme français que nous entendons nous intéresser, celle qui commence dans les mairies dès les années 1880. Une histoire de la pratique du pouvoir sur le long terme, teintée de réformisme et de pragmatisme et centrée autour des grands édiles du parti, depuis Henri Sellier jusqu'à Bertrand Delanoë. Contrairement à la doctrine officielle, ces élus ont assumé dans leurs discours électoraux et leurs pratiques mayorales, une ligne réalisatrice et réformatrice, construisant une vision alternative de ce que devait être le socialisme en France. Le socialisme, dans les halls des mairies de France, a épousé la République. L'ambition sociale, autant que la possibilité de mener des politiques totalisantes au sein d'un cadre circonscrit, correspondent en effet aux deux volets de l'identité socialiste telle qu'elle s'est développée depuis 1905, avec la volonté de transformer le réel en venant en aide aux plus nécessiteux, pour construire, à l'échelle municipale, une autre société. Loin de tout «remords du pouvoir», les édiles du parti se sont employés à édifier des «cités radieuses du socialisme», où malgré les restrictions inhérentes à l'exercice d'un mandat local, s'est développée, en ville, l'utopie socialiste.

Fait massif de l'histoire urbaine, l'implantation municipale des socialistes, commencée dès les années 1880, se poursuit dans l'entre-deux-guerres (1 375 communes en 1935), s'accélère après la Seconde Guerre (4 115 en 1945), et atteint son apogée en 2008. En dépit de quelques revers,

1. Alain Besson, *Jean-Marc Ayrault, Une ambition nantaise*, Nantes, Coiffard, 2004, p. 382. Le «Bad Godesberg» fait référence au programme de Bad Godesberg du SPD en 1959, dans lequel le parti abandonne formellement la référence au marxisme.

2. Pour les études classiques, mais essentiellement événementielles ou parisiennes, voir Daniel Ligou, *Histoire du socialisme en France (1871-1961)*, Paris, PUF, 1962; George Lefranc, *Le Mouvement socialiste sous la Troisième République*, Paris, Payot, 1977; Tony Judt, *La Reconstruction du Parti socialiste (1921-1926)*, Paris, FNSP, 1976; Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'Ambition et le remord : les socialistes français et le pouvoir, 1905-2005*, Paris, Hachette Littératures, 2007, (2^e édition).

3. Jacques Julliard, «Diversité des réformismes», *Le Mouvement Social*, 87 (avril-juin 1974), p. 3-7, p. 3.

le Parti socialiste a su maintenir ses positions municipales pendant la traversée du désert des années 1960, pour les renforcer encore après 1977. C'est à l'aune de ce prisme municipal que notre étude entend redéfinir les rapports du Parti socialiste à l'exercice du pouvoir, à travers l'analyse des politiques conduites par des personnalités quelque peu oubliées dont les noms, pourtant, ornent toujours les avenues d'un grand nombre de communes : Jacques Peirotes à Strasbourg, Étienne Billières à Toulouse, Robert Jardillier à Dijon, François Blancho à Saint-Nazaire, Roger Salengro à Lille, Émile Perrin à Nevers, Émile Basly à Lens, sans oublier bien sûr Gaston Defferre et Pierre Mauroy...

Les politistes Frédéric Sawicki et Rémi Lefebvre furent les premiers à s'éloigner du cadre parisien afin d'étudier les écosystèmes socialistes, au niveau fédéral pour le premier, municipal pour le second. Nous avons choisi de suivre leurs traces, tout en tirant profit des travaux d'Alain Bergounioux et de Gérard Grunberg, coauteurs de *L'Ambition et du Remords* (Fayard, 2006), qui se concentrent essentiellement sur les discours et les débats au niveau national.

Notre ambition, qui fut d'abord celle de notre thèse de doctorat⁴, est en effet de concilier ces deux approches, en apparence antithétiques, mais qui décrivent les deux faces d'une même réalité : l'existence de réseaux et d'acteurs locaux aux discours dissidents, loin d'invalider la thèse du remords du pouvoir éprouvé à l'échelle nationale, va de pair avec lui. Même si elle ne refait surface que de manière épisodique, la question municipale est au cœur de la définition doctrinale de la SFIO naissante⁵. Le discours réformiste porté par les maires socialistes n'a influencé que lointainement la ligne directrice du parti, les édiles s'excluant eux-mêmes des débats nationaux pour mieux se concentrer sur la conduite de leur mandat local. Comme le notait Ludovic-Oscar Frossard, les maires socialistes, définis comme des « bâtisseurs », dans un « parti en proie à la doctrine, préféreraient les actes aux mots. » À de rares exceptions près, les édiles socialistes furent des individus aux marges de leur propre parti, aux positions hétérodoxes peu entendues et peu écoutées. Leur rôle dans la survie, puis dans la réussite du parti, fut inversement proportionnel, cependant, à l'audience de leurs déviances doctrinales. Au moment

4. Aude Chamouard, *Les maires socialistes en France dans l'entre-deux-guerres : une expérience réformiste du pouvoir ?*, thèse pour le doctorat en histoire, sous la direction de Marc Lazar, Institut d'Études Politiques de Paris, septembre 2010.

5. Rémi Lefebvre, *Le socialisme saisi par l'institution municipale (des années 1880 aux années 1980), jeux d'échelles*, thèse pour le doctorat en science politique, sous la direction de Frédéric Sawicki, Université Lille 2, janvier 2001.

d'étiage de la SFIO, à la fin des années 1960, les mairies constituaient le dernier bastion, et la dernière ressource financière d'un parti à la dérive. C'est en investissant les mairies que les socialistes donnent au parti des assises solides et l'acculturent à la République.

Mandat réalisateur, « tripal » pour certains élus, loin du rôle de représentation du député, proche au contraire des habitants, la fonction mayorale occupe dans l'imaginaire des Français une place spécifique. Depuis la fin du XIX^e siècle, en effet, elle constitue pour eux le premier lieu d'accès à la République et à ses lois, avant qu'elle devienne, sous la Troisième République, le premier pourvoyeur de l'État social : elle est donc restée l'échelon administratif auquel les Français sont encore aujourd'hui les plus attachés⁶. La France comprend en outre, à elle seule, près de la moitié des mairies d'Europe, avec 36 782 communes, dont 96,5 % de moins de 5 000 habitants, et tous les projets de fusion communale tentés jusqu'à présent ont été des échecs. Bien que dessaisie de la plupart de ses compétences sociales, la mairie conserve dans l'imaginaire des administrés son rôle d'institution de proximité et d'aide aux concitoyens, qui en font l'échelon premier de la solidarité républicaine, en particulier pour les socialistes. Pierre Mauroy pouvait ainsi écrire, dans ses mémoires sur la ville qu'il a si longtemps dirigée : « Lille a toujours eu le souci des plus pauvres de ses enfants »⁷.

Par le prisme de l'exercice socialiste du pouvoir municipal, cet ouvrage ambitionne aussi de proposer une réflexion plus globale sur notre système politique et son fonctionnement, replacé dans un contexte historique plus long. Des années 1920 à nos jours, les rapports entre maires et pouvoir national ont en effet connu de profondes transformations. D'un simple échelon d'application de politiques nationales au début des années 1920, la municipalité est devenue un agent actif de conception des politiques locales. Les lois Defferre ont en effet supprimé la tutelle administrative sur les mairies, et ont été complétées par l'Acte II de la décentralisation en 2003. Les collectivités territoriales assurent aujourd'hui 70 % de l'investissement public en France ; pour autant, les élus affirment toujours que la décentralisation demeure incomplète. Cette évolution n'a pas été décidée uniquement de Paris par le législateur. Les maires eux-mêmes, notamment socialistes, ont largement contribué, et ce dès l'entre-deux-guerres, à faire évoluer les compétences communales. Le local n'a jamais été le simple échelon d'exécution défini dans la loi

6. *Maire info*, consulté le 8 octobre 2012.

7. Pierre Mauroy, *Parole de Lillois*, Paris, Lieu Commun, 1994, p. 196.

municipale de 1884 : il a été construit par de fortes personnalités – telles Pierre Mauroy, Gaston Defferre ou Georges Frêche, qui ont fait de leurs communes des laboratoires politiques, malgré les limites imposées par l'État central.

Le cadre administratif contraignant imposé aux édiles pose cependant la question de l'existence réelle d'un socialisme municipal, question clairement formulée par le maire de Clermont-Ferrand, Roger Quilliot : « Y-a-t-il un socialisme municipal ? me demande-t-on parfois. La fiscalité locale suffisait jusqu'ici à dissiper ce rêve : je connaissais des maires socialistes, rien de plus »⁸. Face aux contraintes administratives et financières, l'interventionnisme des maires socialistes appelle souvent des nuances. Au-delà de leur discours d'imputation, ils n'ont qu'une marge de manœuvre réduite, bien que croissante avec le temps. Un des enjeux de cet ouvrage sera donc de déterminer les spécificités d'un exercice du pouvoir municipal par les socialistes. Notre hypothèse est que la volonté des maires socialistes de dépasser le système administratif, et les limites de leurs compétences telles qu'elles sont définies par la loi, constitue la spécificité première de leur conception du pouvoir municipal.

Deux approches bien distinctes sont à l'œuvre dans ce livre. Les trois premières parties de l'ouvrage proposent un plan resserré, tant du point de vue chronologique que géographique. Portant sur trois études de cas de villes françaises⁹, elles étudient la période de l'entre-deux-guerres. Ce choix de période n'est pas anodin, puisque ces années 1920 et 1930 sont un moment de crise du PS-SFIO relativement à la question du pouvoir, aboutissant à une grave scission en 1933, mais aussi à une lente évolution, couronnée en 1936 par le premier gouvernement à direction socialiste.

8. Roger Quilliot, *Misères et grandeur des maires de France*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 173.

9. Les trois villes étudiées sont Toulouse, Puteaux et Lens choisies pour la diversité de leur environnement, de leur tradition socialiste et de leur taille. Un cas rural contribue à mettre en perspective les spécificités urbaines. La méthode consiste donc à comparer des cas non pas dissemblables mais divers, afin d'interroger les différences éventuelles dans les pratiques. Nos villes sont situées dans le Nord de la France, le Sud, le Centre et en banlieue parisienne. Ce positionnement géographique a influencé l'histoire économique et sociale de ces villes : forte tradition industrielle pour Puteaux et Lens, industrialisation tardive pour Toulouse. Ces différences ont aussi eu un impact sur leur histoire politique : nous avons retenu des régions où le socialisme est hégémonique (Lens, Toulouse), d'autres où il est faible, voire en recul (Puteaux). La tradition de la fédération dans laquelle s'inscrit la commune a constitué le dernier facteur discriminant dans le choix des villes : tradition centriste pour la Haute-Garonne (guesdiste mais aussi jaurésienne), tradition révolutionnaire pour la Seine, réformiste pour le Pas-de-Calais (du moins jusqu'aux années 1930).

Malgré la progression électorale du parti, Léon Blum tente de retarder le plus possible l'exercice d'un pouvoir national perçu comme dangereux et corrompue. Comme il le rappelait lors du Procès de Riom, « j'ai joué un rôle un peu singulier, un peu original dans la vie publique, en ce sens que je n'ai jamais recherché le pouvoir, que j'ai même mis à m'en écarter autant d'application et de soin que d'autres pouvaient mettre à s'en rapprocher et que j'en ai détourné mon parti aussi longtemps que cela m'a paru possible ». Cette progression électorale concerne la Chambre des députés, mais aussi les mairies, dotées depuis le milieu des années 1920 de pouvoirs plus étendus.

Ce plan serré a permis une approche pratique des modalités de l'exercice local du pouvoir ; par l'étude des politiques municipales, il met à jour l'existence d'interactions entre les échelons municipal et national. La première partie interroge le cadre politico-administratif de la Troisième République pour démontrer que le socialisme municipal s'exerce sous la contrainte. Les édiles socialistes, qui se définissent rapidement comme des réalisateurs, voire des experts, ne peuvent qu'imparfaitement mettre en œuvre leur utopie urbaine. C'est aux réalisations concrètes que s'intéresse la seconde partie, portant sur l'ensemble des politiques municipales. À l'épreuve du terrain, les maires socialistes développent des stratégies de contournement des contraintes administratives afin de fonder de véritables « mairies-providences » qui les distinguent clairement des mairies de droite. Ce réformisme local s'exprime ensuite sur la scène nationale par l'intermédiaire des députés-maires et du cumul des mandats. En ce sens, se crée dans l'entre-deux-guerres un lien fructueux entre politiques municipales et construction de l'État social français. La troisième partie, s'inspirant des théories des réseaux, explore l'implantation du Parti socialiste au niveau local. Les rapports entre élus et parti, à tous les niveaux, démontrent l'existence de modèles distincts d'organisation de la SFIO. L'étude des réseaux extra-socialistes permet d'illustrer le rôle déterminant de la mairie dans la construction des écosystèmes socialistes. L'approche n'est donc pas strictement chronologique, mais prend néanmoins en compte les grandes ruptures de cet entre-deux-guerres, qui sont à la fois électorales (la grande victoire de 1936), administratives (la réforme municipale de 1926) et économiques (le début de la crise en 1931).

La dernière partie choisit au contraire un plan à grande échelle et une période longue. Adoptant le cadre national, il dresse les grandes lignes de l'évolution de l'exercice municipal du pouvoir par les socialistes de 1940 à nos jours. Retraçant la lente progression du PS au niveau local, il étudie les politiques menées et replace les mairies socialistes dans l'histoire du parti. Le plan suivi est chronologique dans ses grandes lignes, une grande rup-

ture s'imposant dans l'histoire municipale du socialisme en 1977, année de grande victoire électorale et moment de re-politisation des mairies. Les rares études urbaines sur les villes françaises sous la Quatrième et la Cinquième République ont guidé notre réflexion, auxquelles s'ajoutent des rapports publics rédigés plus récemment sur l'état des communes et de la décentralisation en France. Force est de constater, cependant, qu'en l'absence quasi-totale de travaux universitaires sur la période 1990-2010, nous n'avons pu que proposer des hypothèses plus qu'affirmer des résultats définitifs. Une série d'entretiens avec des maires socialistes aujourd'hui a eu pour ambition de pallier ce vide historiographique afin d'esquisser, à titre d'essai, les tendances actuelles.

